

LE SPORT PEUT-IL SERVIR LA PAIX ?

Jeudi 26 septembre, 16h30-18h, Salle plénière



Les Jeux Olympiques de Paris 2024 l'ont prouvé : quand il est au service du sport, le patriotisme est une célébration pacifique. Des Nations qui défilent ensemble, des drapeaux qui flottent les uns à côté des autres et des sportifs qui se congratulent dans l'effort. Cette réalité du sport vecteur de paix est officiellement reconnue dans le programme de développement des Nations Unies comme un « partenaire important » depuis 2015. Plus récemment, le 22 septembre dernier, « le sport et la culture

ont été déclarés officiellement comme partenaires contributeurs au développement durable, ajoute Sophie Lorient, directrice des relations internationales du Comité d'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, venue témoigner sur la scène de la salle plénière. Dans le mouvement olympique, on dit que le sport contribue à 11 des 17 objectifs de développement durable. Parmi ces objectifs, le 11^e a une importance particulière, précisant que le sport contribue à l'avènement de sociétés plus justes, pacifiques et plus ouvertes. Tout à l'image du slogan de Paris 2024, et dont la cérémonie donnait déjà le ton : ouverture sur la diversité en dehors des stades, y compris dans l'organisation des Jeux, avec le Village où ont cohabité l'ensemble des délégations malgré les conflits qui sévissent dans le monde. « Des Nations et des athlètes qui se détestent parce qu'ils ont hérité d'une histoire, au moment de déjeuner, ils partagent le même repas que les autres et le même environnement » précise encore Sophie Lorient. Pour autant, faut-il mélanger le sport et la politique ? Pour Bernard Amsalem, ancien président de la Fédération française d'athlétisme, pas de doute : « le sport, c'est de la politique au sens stratégique et sociétal

ANIMATION

Pascal Boniface, Fondateur et directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques

INTERVENANTS

Sophie Lorient, Directrice des relations internationales du Comité d'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024

Bernard Amsalem, Ancien Président de la Fédération Française d'Athlétisme, Administrateur du Comité national olympique et sportif français

Samuel Ducroquet, Ambassadeur pour le sport au Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

Lilian Thuram, Président de la fondation Éducation contre le racisme, pour l'égalité, ancien footballeur international



du terme. » D'où un besoin, estime-t-il, de politiques sportives plus ambitieuses qui irradient non pas seulement le haut niveau, mais aussi l'amateurisme, là où se joue l'éducation. « Dans notre pays, on ne fait pas assez de sport. Une demi-heure, ce n'est pas suffisant » ajoute-t-il, citant une recommandation de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) d'un minimum d'une heure par jour.

Samuel Ducroquet, ambassadeur pour le sport au ministère des Affaires étrangères, est moins idéaliste, estimant qu'en premier lieu, l'intérêt d'organiser un tel événement est le rayonnement à l'échelle internationale. « Mais il ne s'agit pas de rayonner juste pour impressionner, plutôt de faire passer des valeurs importantes aux yeux de la France », à savoir : préserver l'environnement, la solidarité, l'inclusion. En cela, le travail de fond ne s'arrête pas à l'événement en lui-même mais continue bien après au niveau diplomatique, pour que le sport soit perçu « comme un outil de coopération et de rapprochement » ajoute-t-il.

Qui d'autre que l'ancien international français Lilian Thuram, champion du monde en 1998 avec la France, pour témoigner des émotions que le sport suscite et de l'esprit de communion qu'il génère ? Des émotions partagées ensemble ne seraient-elles pas le premier pas vers le vivre ensemble ? « Tout le travail que j'essaie de faire, c'est de dire aux

sportifs de haut niveau de ne pas avoir peur de prendre la parole. Parce qu'un sportif qui prend la parole peut éduquer un nombre considérable de jeunes pour changer les imaginaires, aller vers plus de respect et dépasser les origines religieuses. » Des propos que Bernard Amsalem partage, rappelant que dans certaines compétitions, des Coréens du Nord ont sauté dans les bras de Coréens du Sud. Ce qui pourrait n'être qu'un détail amusant peut s'avérer avoir de réelles répercussions sur la perception d'une population envers une autre. « Ça, on ne le voit que dans le sport », conclut-il sur ce point.

« Le sport, c'est de la politique au sens stratégique et sociétal »

Bernard Amsalem

La prise en compte de l'intérêt politique du sport par les institutions est très récente. Pascal Boniface rappelle la légère condescendance des cercles dirigeants vis-à-vis du sport qui a régné pendant longtemps, où l'on opposait systématiquement le muscle au cerveau. « Au début des années 80, Jacques Delors, ministre des Finances, avait dit que le 1^{er} journal qu'il lisait le matin, c'était l'Équipe, et ça avait fait scandale ! »



s'amuse-t-il à rappeler. Samuel Ducroquet le reconnaît, au sein du ministère des Affaires étrangères, il y a eu « une sorte de coming-out sportif ». Le ministère, entièrement tourné vers l'action extérieure de l'État, a une vraie valeur ajoutée, estime-t-il, « c'est d'agréger des puissances et des dynamismes » avec une force de frappe sans limite à l'international.

« Pour gagner, vous avez besoin de l'autre »

Lilian Thuram

Cette ouverture à l'international, Lilian Thuram l'a pratiqué au sein des équipes de football dans lesquelles il a joué, en France, en Italie et en Espagne, partageant souvent le même maillot que des joueurs étrangers qu'il affrontait par la suite lors des compétitions internationales. « Lorsque vous vous entraînez avec l'autre, vous vous rendez compte que, effectivement, si vous aviez des préjugés, ils tombent parce que vous finissez par connaître l'autre. Et surtout, ce qui est très intéressant aussi, c'est que, pour gagner, vous allez comprendre très rapidement que vous avez besoin de l'autre et qu'il



Retrouvez
l'intégralité
de ce débat
sur YouTube

vous rend meilleur. » Ce dernier évoque à ce titre une anecdote amusante : après avoir gagné la Coupe du Monde 1998 en France, Lilian Thuram et ses coéquipiers perdent en finale contre l'Italie en 2006. Dans les vestiaires, il croise Fabio Cannavaro, son coéquipier en club à Parme qui lui dit : « Tu l'as gagnée en 1998, tu peux être content pour moi, est-ce que je suis ton copain ou pas ? ». « Ça a tout changé, raconte Lilian Thuram. Si nous parlons de paix, c'est qu'on doit se voir comme des frères et sœurs ».

Samuel Ducroquet évoque alors un souvenir douloureux des Jeux Olympiques de Paris 2024, l'assassinat de la coureuse de fond ougandaise Rebecca Cheptegei par son compagnon au Kenya, un mois après la fin des épreuves. Une tragédie mise en lumière par la communauté sportive qui a révélé le travail d'associations de lutte contre les violences domestiques, dont Tirop's Angels. Cet engagement des sportifs envers des causes justes, c'est tout le combat de Lilian Thuram. Lorsqu'il était encore joueur, peu d'entre eux se risquaient à prendre la parole. Les fédérations ne les incitaient pas à le faire, pour des raisons d'image et de sponsors. Mais les choses sont en train de changer : « Il y a beaucoup plus de sportifs qui prennent la parole aujourd'hui et c'est très bien. Je pense que les fédérations doivent éduquer les athlètes à le faire, mais très jeunes, parce qu'historiquement, on interdit aux athlètes de prendre la parole en leur disant qu'il ne faut pas mélanger le sport et la politique. Alors que le sport est politique. Bien évidemment, il va y avoir des personnes qui vont essayer de délégitimer votre parole. Peut-être qu'il y a des sponsors qui ne voudront pas travailler avec vous parce que vous prenez des positions. L'histoire a démontré que, lorsque des athlètes, hommes et femmes, prennent la parole, le monde devient plus juste. Prenez la parole parce qu'il faut changer la société. Il faut la rendre meilleure » a-t-il conclu devant un parterre de lycéens à l'écoute, les rappelant aussi à leur devoir de citoyen.